

(1)

(N° 287)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 AOÛT 1901.

Abolition des droits d'entrée sur les houblons belges en France et en Allemagne. — Abolition du droit perçu à l'entrée en Belgique sur les perches à houblon. — Réduction du prix de transport des perches.

Pétition d'habitants d'Assche, présentée le 15 mai 1901.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE L'INDUSTRIE (1), PAR M. FERON.

MESSIEURS,

Le Comice agricole d'Assche s'est, par pétition en date du 14 mai 1901, adressé à la Chambre des Représentants pour obtenir la libre entrée des houblons belges dans les pays voisins, l'abolition du droit établi, à l'entrée en Belgique, sur les perches à houblon et, enfin, la réduction du prix de transport de ces perches par chemin de fer.

Il serait désirable qu'il pût être fait droit aux demandes du Comice agricole d'Assche. La culture du houblon en Belgique se trouve, en effet, placée dans des conditions particulièrement désavantageuses.

Tandis que les houblons étrangers entrent dans notre pays en franchise de droits, les houblons belges sont grevés, à l'entrée en Allemagne, d'un droit de 14 Mark ou fr. 17.50 par 100 kilogrammes.

A l'entrée en France, le droit est de 30 francs.

L'inégalité est criante. Elle l'est d'autant plus que l'Allemagne bénéficie

(1) La Commission permanente de l'Industrie est composée de MM. DE WINTER, *président*, BEAUDUIN, BRABANT, CARTUYVELS, COOREMAN, DALLEMAGNE, DUQUESNE, FERON, HUBIN, MAENHAUT, TRASENTER, VAN LANGENDONCK, VERHAEGEN.

déjà d'une supériorité naturelle qui lui assure à peu près le monopole, même dans notre pays, de la fourniture des houblons de qualité supérieure destinés à la fabrication des bières à fermentation basse. Une supériorité analogue existe au profit des houblons de Bourgogne.

Nos cultivateurs pourraient cependant exporter en Allemagne et en France des houblons de qualité et de prix moindres; mais l'exportation est, en temps normal, rendue à peu près impossible ou, tout au moins, renfermée dans des limites fort étroites par les droits d'entrée exorbitants et véritablement prohibitifs dont nous venons d'indiquer le montant.

Malgré les conditions d'infériorité où elle se trouve placée, la culture du houblon belge s'est, dans ces dernières années, totalement améliorée. Au dire du président du Comice d'Assche, on pourrait même entrevoir le moment où le houblon belge disputerait au houblon allemand le monopole de la fabrication des bières à fermentation basse; mais il faudrait pour cela que les charges qui grèvent la culture fussent allégées.

Il faudrait notamment que les perches à houblon, dont le prix entre pour une si grande part dans les frais de la culture, fussent mises à la disposition des cultivateurs à un prix plus abordable. Or, leur prix est surélevé à la fois par le droit de douane et par les frais de transport.

Il y a de longues années que des réductions de frais de transport ont été réclamées, et le Gouvernement a déjà concédé l'application aux perches à houblon de la classe 4 du tarif au lieu de la classe 3. Mais cette mesure est insuffisante, et il semblerait nécessaire de soumettre ces transports au tarif 36, sous lequel sont rangés les matériaux destinés aux usages agricoles. C'est ce que demandent les auteurs de la pétition. Voici, en regard l'un de l'autre, les prix de la 4^{me} classe et ceux du tarif 36 :

			4 ^{me} classe.	Tarif 36.	
Distance de	25 kilomètres	. . . fr.	2 00	1 50	par 1,000 kilog.
—	50	— . . .	3 00	2 00	—
—	100	— . . .	4 50	3 00	—
—	150	— . . .	5 00	3 50	—
—	200	— . . .	5 50	4 00	—

La réduction précédemment accordée pour le transport des perches a d'autant moins suffi à apaiser les plaintes des cultivateurs que cette réduction s'est trouvée en partie neutralisée par l'institution d'un droit de douane. Les perches ont été imposées à l'entrée en Belgique, par la loi du 12 juillet 1893, à raison de 1 franc par mètre cube.

Le Comice agricole d'Assche réclame la suppression de ce droit.

Tel est l'exposé des demandes qui ont été soumises à l'examen de la Commission permanente de l'Industrie.

La Commission estime qu'il importe de les recommander à toute la bienveillante attention de MM. les Ministres des Finances, des Chemins de fer et des Affaires Étrangères.

Quelque faible que puisse être l'espérance de voir les nations qui nous avoisinent se départir prochainement de la politique protectionniste, il

importe que, lors de la négociation des nouveaux traités de commerce avec la France et avec l'Allemagne, le Gouvernement s'efforce d'obtenir l'abolition, ou tout au moins une large réduction des droits qui grèvent l'importation du houblon belge dans ces deux pays. La pétition du Comice agricole d'Assche ne demande pas de protection en Belgique; elle respecte donc absolument les intérêts de la brasserie et ceux du public. Mais, à moins que le houblon ne soit destiné à payer des avantages concédés à d'autres produits, il semble bien que l'on doive pouvoir obtenir en sa faveur, sinon la disparition, tout au moins un abaissement considérable des barrières que les pays voisins lui opposent. On ne saurait considérer comme normal un régime qui permet aux étrangers d'importer chez nous en franchise de droits un produit frappé à leurs frontières de fr. 17.50 et même de 30 francs de droits d'entrée. D'autant plus que le houblon qu'ils importent chez nous est de qualité supérieure et de valeur souvent trois ou quatre fois plus considérable que les produits que nous pouvons importer chez eux.

La Commission espère que le Gouvernement soumettra à la Chambre des projets de traités qui donneront satisfaction à cette première partie de la pétition.

En ce qui concerne l'abolition du droit de douane sur les perches et la réduction des frais de transport, la situation est plus simple, et il dépend exclusivement des pouvoirs publics belges de faire droit à la pétition. La chose paraît d'autant plus désirable que les perches constituent pour les cultivateurs de houblon un instrument de travail indispensable et, par lui-même, déjà fort coûteux. Sous l'action du droit de douane établi en 1893, le prix s'en est sensiblement élevé, ce qui se conçoit d'autant mieux que la Belgique n'en produit qu'une quantité insuffisante et souvent de moindre qualité que les perches importées de Hollande et d'Allemagne.

Le prix actuel des perches prêtes à être mises en œuvre est, dans la région d'Assche, de fr. 0.80 à fr. 1.20, soit, en moyenne, 1 franc. Il en faut au moins 2,500 par hectare. C'est une dépense de 2,500 francs. Elle ne vaut guère que pour six ans, après quoi le bois est bon à être brûlé.

On calcule que les frais de transport, à raison de fr. 0.15 à 0.20 par perche, et les droits de douane, à raison de fr. 0.04 environ, entrent pour 500 ou 600 francs dans la dépense de 2,500 francs que représentent les 2,500 perches d'un hectare.

On voit de quelle importance seraient les atténuations réclamées.

Combien aussi elles seraient légitimes!

Le houblon, qui incorpore une main d'œuvre considérable, n'est pas protégé contre la concurrence étrangère; mais ceux qui le cultivent ont à supporter un droit de douane sur les perches qui constituent leur instrument de travail et qui ne représentent qu'une main d'œuvre insignifiante! Comme toujours, la surélévation des prix dépasse le montant du droit. N'est-il pas vraiment excessif de laisser ainsi s'accumuler les inégalités dont les intérêts de nos cultivateurs de houblon ont à souffrir?

L'abolition du droit d'entrée sur les perches est donc hautement souhaitable.

La Commission n'ignore pas que ce droit a été établi pour favoriser le

développement des sapinières et elle admet que le Gouvernement et les Chambres auront à assurer, autant que possible, la conciliation des deux intérêts en présence. Toutefois, il semble bien que le développement de nos sapinières dépende moins du maintien du droit d'entrée sur les perches que de la multiplication des voies de communication par fer et par eau qui doivent rapprocher la Campine et l'Ardenne du reste du pays. Et il faut ajouter que l'application du tarif 36 réclamé par les cultivateurs de houblon pour le transport des perches, constituerait aussi, pour les sapinières belges, un avantage qui compenserait largement l'effet de l'abolition du droit d'entrée.

Or, cette application du tarif n° 36 au transport des perches à houblon paraît tout à fait justifiée. Il s'agit en effet d'un produit destiné à l'exploitation agricole, et c'est pour ce genre de produits que le tarif 36 a été créé. Des demandes analogues à celle du Comice agricole d'Assche ont été formulées à ce sujet, notamment par les cultivateurs de Poperinghe, et l'honorable M. Nolf les a récemment défendues devant la Chambre.

Dût-il en résulter pour le Trésor un sacrifice qui, dans tous les cas, ne serait pas considérable, que pareil sacrifice serait pleinement justifié.

L'exploitation des chemins de fer par l'État a, notamment, cet avantage de permettre des réductions sur les prix de transport, lorsqu'un intérêt général réclame ces réductions.

Il semble bien que tel soit le cas qui nous occupe. Une industrie agricole importante souffre d'un régime qu'il ne dépend pas entièrement des pouvoirs publics belges de modifier. L'Administration des chemins de fer peut, dans une certaine mesure, atténuer la crise traversée par cette industrie.

Rien n'est plus conforme à l'intérêt public que de voir intervenir l'État — chemins de fer — pour atténuer le mal que l'État — douane — n'est pas parvenu à conjurer.

Les considérations qui précèdent autorisent votre Commission de l'Industrie à proposer à la Chambre d'ordonner le renvoi de la pétition du Comice agricole d'Assche à Messieurs les Ministres des Finances, des Chemins de fer et des Affaires Étrangères et de solliciter de leur bienveillante attention une solution aussi prompte que possible des questions soulevées par les pétitionnaires.

Le Rapporteur,
ÉMILE FERON.

Le Président,
JEAN DE WINTER.



(1)

(N^o 287)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 AUGUSTUS 1901.

Opheffing van de invoerrechten op Belgische hop in Frankrijk en Duitschland. — Opheffing van het invoerrecht, in België geheven op hopstaken. — Verlaging van den vervoerprijs voor hopstaken.

Verzoekschrift van inwoners van Assche, den 15ⁿ Mei 1901 aangeboden.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR NIJVERHEID (1) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER FERON

MIJNE HEEREN,

Bij verzoekschrift van 14 Mei 1901, wendde het Landbouwmisce van Assche zich tot de Kamer van Volksvertegenwoordigers, om vrijen invoer te verkrijgen van Belgische hop in de naburige landen, opheffing van het invoerrecht, in België geheven op hopstaken, en, eindelijk, verlaging van den prijs voor 't vervoeren van dergelijke staken per spoorweg

't Ware te wenschen dat er gevolg kon gegeven worden aan de vragen van het Landbouwmisce van Assche, want de hopteelt geschiedt in België in bijzonder ongunstige voorwaarden.

Terwijl uitheemsche hop vrij van rechten in ons land komt, betaalt Belgische hop in Duitschland een invoerrecht van 14 Mark of fr. 17.50 per 100 kilo.

In Frankrijk, bedraagt het invoerrecht 30 frank

Dat is eene schreeuwende ongelijkheid, des te meer, daar Duitschland reeds

(1) De bestendige Commissie voor Nijverheid bestaat uit de heeren DE WINTER, voorzitter, BEAUDUIN, BRABANT, CARTUYVELS, COOREMAN, DALLEMAGNE, DUQUESNE, FERON, HUDIN, MAENHAUT, TRASENTER, VAN LANGENDONCK, VLIHAGEN.

een natuurlijk voorrecht geniet, waardoor het nagenoeg, zelfs in ons land, al de hop van beste hoedanigheid levert, voor het brouwen van laaggegist bier. Dergelijke voorrang geniet ook de hop uit Bourgogne.

Toch zouden onze landbouwers hop van mindere hoedanigheid en van lagere prijs naar Duitschland en Frankrijk kunnen uitvoeren; doch in gewone tijden is uitvoer nagenoeg onmogelijk of ten minste zeer beperkt door de overdreven invoerrechten, echte verbodsrechten, waarvan wij het bedrag hiervoren opgeven.

Niettegenstaande de voorwaarden van ondergeschiktheid, waarin de Belgische hopteelt verkeert, toch is zij in de laatste jaren volkomen verbeterd. Volgens den voorzitter van het Comice van Assche, is zelfs het oogenblik te voorzien, waarop Belgische hop aan Duitsche hop het monopolie zou betwisten voor 't vervaardigen van laaggegist bier; doch daartoe dienen de lasten van de hopteelt verlicht.

Mén zou namelijk de hopstaken, welker prijs voor een zoo groot aandeel bijdraagt tot de voortbrengingskosten, goedkooper ter beschikking van de landbouwers moeten stellen. Welnu, die prijs wordt verhoogd én door het toerecht én door de vervoerkosten.

Sedert vele jaren wordt verlaging van vervoerprijs gevraagd, en reeds paste de Regeering op hopstaken de 4^e in plaats van de 3^e klas toe. Doch dat is een ontoereikende maatregel, en 't schijnt dat op dergelijk vervoer tarief 36 dient toegepast, waartoe materialen ten gebruike van den landbouw behooren. Dat vragen de stellers van het verzoekschrift. Zie hier de vergelijkende prijzen van de 4^e klas en van tarief 36 :

Afstand	28 kilometer.	fr.	4 ^e klas	Tarief 36	per 1,000 kilog.
—	50	—	2 00	1 50	—
—	100	—	3 00	2 00	—
—	150	—	4 50	3 00	—
—	200	—	5 00	3 50	—
—	200	—	5 50	4 00	—

De verlaging, vroeger op het vervoer van staken toegestaan, kon des te minder de klachten der landbouwers stillen, daar die verlaging gedeeltelijk werd te niet gedaan door het heffen van een toerecht. De wet van 12 Juli 1893, legde op hopstaken een invoerecht van 1 frank per kubiekenmeter.

Het Landbouwcomice van Assche vraagt opheffing van dat recht.

Ziedaar de vragen, waarover de bestendige Commissie voor Nijverheid onderzoek had te doen.

De Commissie is van oordeel dat ze dienen aanbevolen in de welwillende aandacht der heeren Ministers van Financiën, van Spoorwegen en van Buitenlandsche Zaken.

Hoe flauw ook de hoop moge wezen, dat onze naburen eerlang zullen afzien van hunne beschermingspolitiek, toch dient de Regeering, bij de onderhandeling voor nieuwe handelsverdragen met Frankrijk en Duitschland, te trachten opheffing of ten minste nieuwe verlaging te verkrijgen van

de rechten op Belgische hop in beide landen. Het verzoekschrift van het Landbouwwcomice van Assche vraagt geene bescherming in België; dus eerbiedigt het de belangen van de brouwerij en van het publiek. Doch ten ware de hop de voordeelen zou moeten betalen, die aan andere voortbrengselen worden toegekend, schijnt het toch dat er, ten haren voordeele, zoo niet verdwijning, ten minste aanzienlijke vermindering moet kunnen verkregen worden van de hinderpalen, die naburige landen er tegen opwerpen. Een stelsel, dat vreemdelingen veroorlooft in ons land, vrij van rechten, een voortbrengsel in te voeren, dat aan hunne grenzen fr. 17.50 en zelfs 30 frank invoerrecht moet betalen, kan niet als regelmatig worden beschouwd. Des te meer, daar de hop, die zij bij ons invoeren, van betere hoedanigheid is en soms drie of viermaal meer waarde heeft, dan de voortbrengselen, die wij in hun land kunnen invoeren.

De Commissie hoopt dat de Regeering aan de Kamer verdragen zal onderwerpen, die het eerste gedeelte van het verzoekschrift bevredigen.

In zake het opheffen van het toerecht op hopstaken en 't verlagen der vervoerprijzen, is de toestand eenvoudiger, en het hangt uitsluitend van de Belgische openbare machten af gevolg aan 't verzoekschrift te geven. Dit schijnt des te wenschelijker, daar staken voor hoptelers een onontbeerlijk op zich zelf reeds zeer kostbaar werktuig zijn. Tengevolge van het sedert 1895 geheven toerecht, is de prijs der staken merkkelijk verhoogd, wat des te begrijpelijker is, daar België er niet genoeg voortbrengt en dat ze meesttijds van mindere hoedanigheid zijn dan de uit Nederland en Duitschland ingevoerde.

In 't land van Assche, kosten de staken, gereed om gebruikt te worden, van fr. 0.80 tot fr. 1.20, dus gemiddeld 1 frank. Men heeft er ten minste 2,500 per hectare noodig. Dat is eene uitgaaf van 2,500 frank. Hopstaken duren doorgaans niet langer dan zes jaar, en dienen verder nog enkel tot brandhout.

Er is berekend dat de vervoerkosten — van fr. 0.15 tot fr. 0.20 per staak — en het toerecht — nagenoeg fr. 0.04, — voor 500 tot 600 frank bijdragen in de 2,500 frank, die de 2,500 staken voor eene hectare kosten.

Men ziet hoe gewichtig de gevraagde verlaging zou wezen.

En hoe billijk zou ze niet zijn!

Hop vergt aanzienlijk veel bewerking en wordt niet tegen vreemde mededinging beschermd; doch zij die ze planten, moeten invoerrecht betalen op de staken, die hun arbeidstuig zijn en slechts eenen onbeduidenden handenarbeid vertegenwoordigen! Zooals altijd, bedraagt de prijsverhoging meer dan 't bedrag der rechten. Is het niet waarlijk ongehoord, aldus ongelijkheden opeen te stapelen, waardoor het belang onzer hoptelers lijdt?

Derhalve is opheffing van het invoerrecht op hopstaken hoogst wenschelijk.

De Commissie weet wel dat dit recht werd ingesteld om de uitbreiding der sparreboschen te bevorderen en neemt aan dat Regeering en Kamers zooveel mogelijk die twee belangen hoeven te ontzien. Doch de uitbreiding van onze sparreboschen schijnt minder af te hangen van het handhaven des invoerrechts op de staken dan van 't vermenigvuldigen der vervoer-

middelen per spoorweg en te water, waardoor de Kempen en de Ardennen nader bij het overige des lands dienen gebracht. En er hoeft bijgevoegd dat het toepassen van tarief 36, zooals de hopkweekers vragen voor 't vervoer van staken, ook voor de Belgische sparreboschen een voordeel zou wezen, dat ruimschoots opwegen zou tegen het uitwerksel der afschaffing van het invoerrecht.

Welnu, die toepassing van tarief n^o 36 op 't vervoer van hopstaken schijnt volkomen gerechtvaardigd. Het geldt immers eene waar die tot landbouwbedrijf dient, en voor dergelijke voortbrengselen werd tarief 36 ingevoerd. Vragen zooals die van het Landbouwcomice van Assche werden darover gedaan door landbouwers uit Poperinge, en onlangs door den achtbaren heer Nolf in de Kamer gesteund.

Dergelijke opoffering ware alleszins gerechtvaardigd, zelfs al moest het de Schatkist wat kosten.

Het beheeren van den spoorweg door den Staat zelf, levert, onder andere, dit voordeel op, dat het verlaging van vervoerprijzen veroorlooft, wanneer ze door een algemeen belang wordt gevergd.

In het onderhavig geval schijnt het wel zoo te wezen. Een aanzienlijke landbouwtaak lijdt onder een stelsel, waarvan de wijziging niet volkomen afhangt van de Belgische openbare machten. Het Spoorwegbestuur kan in zekere mate de crisis dezer nijverheid verzachten.

Niets strookt meer met het openbaar belang dan dat de Staat — als spoorweg — het kwaad vermindere dat de Staat — als tolwezen — niet weren kan.

Bovenstaande bedenkingen veroorloven uwe Commissie voor Nijverheid de Kamer voor te stellen dat zij bevele het verzoekschrift van het Landbouwcomice van Assche te verzenden naar de heeren Ministers van Financiën, van Spoorwegen en van Buitenlandsche Zaken, en aan hunne welwillende tusschenkomst zoo spoedig mogelijk eene oplossing te vragen van de vraagstukken, door de stellers van het verzoekschrift opgeworpen.

De Verslaggever,
ÉMILE FERON.

De Voorzitter,
JAN DE WINTER.

